

«Faire la différence entre ceux qui sont capables de travailler et ceux qui ne le sont pas» : Meloni réforme les aides sociales en Italie

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures

[Copier le lien](#)



Le «chèque d'inclusion» verra le jour au 1er janvier 2024. *YVES HERMAN / REUTERS*

Le «revenu de citoyenneté» devrait être supprimé au profit d'un «chèque d'inclusion» réservé aux familles composées de personnes présentant un handicap, de mineurs ou de plus de 60 ans.

Le gouvernement italien devait approuver lundi la suppression du «*revenu de citoyenneté*», une aide aux plus pauvres bénéficiant à des millions de personnes, remplacée par un «*chèque d'inclusion*» au périmètre plus limité. L'exécutif, convoqué en ce 1er mai par la Première ministère Giorgia Meloni, devait aussi voter un

assouplissement des embauches en contrat à durée déterminée et l'exonération des cotisations patronales pendant un an pour les entreprises recrutant un allocataire du «*chèque d'inclusion*» en contrat à durée indéterminée ou en tant qu'apprenti.

Pour ses défenseurs, le «*revenu de citoyenneté*» est un amortisseur social qui a fait ses preuves dans les régions du Sud frappées par la précarité, tandis que pour ses détracteurs il est onéreux (huit milliards d'euros en 2022) et maintient ses allocataires hors de la vie active. «*Nous réformons le revenu de citoyenneté pour faire la différence entre ceux qui sont capables de travailler et ceux qui ne le sont pas*», a justifié Giorgia Meloni.

Dès le 1er janvier 2024, «*le revenu de citoyenneté*» sera remplacé par un «*chèque d'inclusion*» pour un coût de 5,4 milliards d'euros par an. Alors que le «*revenu de citoyenneté*» était destiné à toute personne justifiant de revenus très modestes, le «*chèque d'inclusion*» sera réservé aux familles composées de personnes présentant un handicap, de mineurs ou de plus de 60 ans. Il sera plafonné à 500 euros par mois (630 euros pour les foyers comptant des personnes de plus de 67 ans ou présentant un grave handicap), auxquels s'ajouteront 280 euros pour les foyers non propriétaires de leur logement. D'une durée de 18 mois, il pourra être renouvelé pour un an après une carence d'un mois.

Mise en place d'un «instrument d'accès à l'activité»

Le gouvernement a en outre annoncé la mise en place d'un «*instrument d'accès à l'activité*» professionnelle : pour les personnes aptes à l'emploi, la participation à des formations ou des «*projets utiles à la collectivité*» devient obligatoire à partir de septembre, moyennant une indemnité de 350 euros par mois maximum pendant un an. Le coût pour l'Etat est estimé à 2,1 milliards d'euros en 2024. Selon l'Institut italien de la statistique (Istat), le «*revenu de citoyenneté*» introduit en 2019 par le gouvernement Cinq Etoiles a permis de sortir un million de personnes de la pauvreté même si environ la moitié des personnes pauvres ne le perçoivent pas, soit parce qu'elles n'y sont pas éligibles (moins de 10 ans de résidence sur le territoire), soit parce qu'elles n'en ont pas fait la demande.

En 2022, il a bénéficié à 1,6 million de foyers représentant près de quatre millions de personnes, principalement dans le Sud du pays, pour une allocation moyenne de 550 euros, selon l'organisme de sécurité sociale INPS. Opposition et syndicats ont

vertement critiqué le gouvernement pour avoir convoqué un conseil des ministres sur ces sujets précisément un 1er mai, «*une provocation*», selon l'ancien ministre de la Chambre des députés Roberto Fico.

«*Un gouvernement sérieux ne se réunit pas le 1er mai pour condamner les jeunes à la précarité à vie, annihilant leur rêve d'avoir un logement et des enfants. Il se réunit pour introduire un salaire minimum légal*», a de son côté condamné l'ancien Premier ministre Cinque Stelle Giuseppe Conte. Giorgia Meloni a, elle, défendu dans un communiqué «*au contraire un beau signal et un privilège d'honorer les travailleurs en ce jour de fête et d'apporter les réponses qu'ils attendent*».

Sur le fond, les syndicats dénoncent l'assouplissement des conditions d'embauche en CDD qui permet désormais aux employeurs de renouveler deux fois ces contrats précaires sans obligation de les pérenniser au terme des 36 mois d'activité.

La rédaction vous conseille

- [Au Parlement européen, le PPE tenté par une union des droites avec Giorgia Meloni](#)
- [Italie : le parti de Giorgia Meloni entre en guerre contre les anglicismes](#)
- [Emmanuel Macron et Giorgia Meloni appellent à soutenir la Tunisie pour contenir la «pression migratoire»](#)

Sujets

[Giorgia Meloni](#)[Italie](#)

À lire aussi

Guerre en Ukraine : Kiev multiplie les frappes contre les Russes en attendant la contre-offensive

► [REGARDER LA VIDÉO](#)

Turquie : Erdogan, souffrant, à l'arrêt pour le troisième jour consécutif

Pourquoi l'Ukraine tient à faire savoir que les préparatifs pour sa contre-offensive «touchent à leur fin»

